

PARIS | XIV^e Ce collectif artistique et culturel, qui doit abandonner en novembre les lieux qu'il occupe depuis 2020, n'a obtenu à ce jour aucune solution de relogement.

L'association La Générale priée de quitter ses locaux



Paris (XIV^e). La Générale abrite plus d'une dizaine d'associations de quartier (radio libre, workshop, projet éducatif...) et une centaine de résidences artistiques.

Candice Doussot

NOVEMBRE n'est pas encore arrivé que son vent glacial souffle déjà sur la structure de La Générale, dans le XIV^e arrondissement. Ce collectif culturel et artistique, qui abrite plus d'une dizaine d'associations de quartier (radio libre, workshop, projet éducatif...) mais aussi une centaine de résidences artistiques par an (théâtre, musique, danse, graphisme, vidéo...), a été informé en janvier qu'il devait quitter ses locaux dans les prochaines semaines.

Une annonce extrêmement « violente » pour la quinzaine de bénévoles de l'association, bien établie dans le quartier. « C'est catastrophique. On dit

qu'on ne nous expulse pas des lieux, mais quand on ne nous propose aucune solution concrète derrière, comment appeler ça autrement ? », s'insurge Isabelle Grellier, présidente de l'Association pour le maintien de l'agriculture paysanne (Amap) Denfert, établie sur le site de 700m².

Une convention temporaire arrivée à terme

Née à Belleville (X^e) en 2005 « dans un squat énorme et extrêmement fréquenté », La Générale a obtenu l'aide de la municipalité au moment de son expulsion des lieux quelques années plus tard : établie dans le XI^e entre 2009 et 2019, l'association ne payait alors qu'un loyer symbolique. Le collectif s'est établi depuis janvier 2020 dans l'ancien conservatoire du XIV^e, grâce à une convention d'occupation du domaine public, qui s'achève en novembre.

« C'était une convention d'occupation temporaire, le terme était prévu depuis longtemps, justifie la maire (DVG) du XIV^e, Carine Petit. D'autant que c'est un bâtiment de la Ville, pas du tout accessi-

ble, en proie aux fuites d'eau et très difficile à chauffer qui nécessite une rénovation totale... Ça fait trois ans qu'on explique à La Générale qu'on ne peut pas investir des centaines de milliers d'euros dans un bâtiment qui ne va pas tenir dans le temps. »

La municipalité veut en outre récupérer les locaux pour héberger de manière urgente des agents des services municipaux, notamment ses jardiniers. Une partie de la police municipale pourrait également y être logée.

« Les pistes que nous avons eues pour des nouveaux locaux n'ont pas abouti mais il y en aura peut-être d'autres, tente de rassurer l'édile. Comme pour tous les collectifs, on va les aider, mais on doit tout de même savoir dans quelle capacité ils peuvent payer un loyer. Un local gratuit dans Paris, ça n'existe pas. »

Alors que la Ville et la mairie du XIV^e se renvoient la balle, Isabelle Grellier voit là « une décision politique, surtout quand on voit le nombre de bâtiments vides à Paris ». Après avoir lancé une pétition en ligne pour sauver leur

peau (1 200 signataires), les membres de La Générale continuent de toquer aux portes des mairies de proche banlieue pour trouver un nouveau site. « Avec les espaces dont on a besoin, il nous est évidemment impossible de payer un loyer aussi important », déplore Camille Le Petit, salariée de l'association.

« D'une tristesse infinie »

Problème, l'ADN même de La Générale repose sur la concentration des espaces en un seul lieu. Une fermeture « aura non seulement des conséquences directes avec des licenciements, mais aussi indirectes avec la perte d'une résidence pour les artistes et les associations », alerte Camille Le Petit.

« C'est d'une tristesse infinie, s'émeut Delphine, metteuse en scène en résidence qui a connu La Générale à Belleville. C'est un des rares lieux pour les artistes, qui disparaissent un à un. On se retrouve dans un système qui n'est pas le nôtre, contraint par l'argent. »

« Tremplin » pour beaucoup de jeunes en sortie d'étude ou artiste émergents,

La Générale est aussi le seul moyen pour certaines personnes d'exprimer leur art. « Si je n'avais pas un lieu comme celui-ci, je passerais mon temps à faire des dossiers de subvention au lieu de créer », assure Brigitte, actuellement en résidence avec la Revue poétique Dessein.

« C'est une décision irresponsable et antisociale, surtout venant d'une mairie écologiste, martèle Isabelle Grellier. Les Amap sont déjà extrêmement fragilisées. Fermer La Générale, c'est mettre en péril tous nos projets culturels et éducatifs mais aussi notre maraîcher, notre arboricole ou encore notre champignonnière, l'une des dernières de Paris. »

La municipalité assure de son côté qu'elle ne demandera pas à l'association de partir au jour J du terme de la convention. « On attend le retour d'une étude pour savoir quand nous allons pouvoir commencer les travaux d'aménagement. Si on ne peut pas les démarrer tout de suite, on sera souples, mais il faut que l'état d'esprit soit partagé », conclut Carine Petit.

Actu express

Tour Triangle : la CGT réclame de nouvelles mesures de sécurité

XIV^e | Près d'une semaine après le tragique décès d'un ouvrier sur le chantier de la Tour Triangle (XV^e), l'heure est à la mobilisation. Ce lundi, l'Union régionale de la Construction-Bois-Ameublement CGT IDF s'indigne de la « répétition des morts au travail » sur les chantiers franciliens. L'organisation syndicale réclame dans un communiqué un plus grand respect des « normes de sécurité élémentaires ». « Le capitalisme tue et cela doit cesser. Chaque jour, des ouvriers paient de leur vie l'irresponsabilité des entreprises qui privilégient la rentabilité au détriment de la sécurité », s'indigne-t-elle. L'ouvrier décédé, un quadragénaire portugais, aurait été écrasé par une poutre en métal qui servait de coffrage aux piliers en béton de ce qui doit devenir la troisième plus haute tour de Paris. Une enquête a été ouverte immédiatement. « Les responsables de cette situation doivent répondre de leurs actes, martèle le syndicat. Il est impératif que les entreprises concernées, quelle que soit leur taille ou leur influence, rendent des comptes pour leur manque de vigilance et de protection des travailleurs. » L'URCBA-CGT IDF demande expressément la mise en œuvre immédiate de mesures concrètes pour garantir la sécurité des ouvriers sur les chantiers. Le syndicat rappelle par ailleurs que cet accident n'est pas un cas isolé et dénonce « la sous-traitance en cascade, mise en place pour maximiser les profits », qui affaiblirait « les protections de santé et de sécurité sur les chantiers ». **M.D.**



C'est un des rares lieux pour les artistes, qui disparaissent un à un

Delphine, metteuse en scène